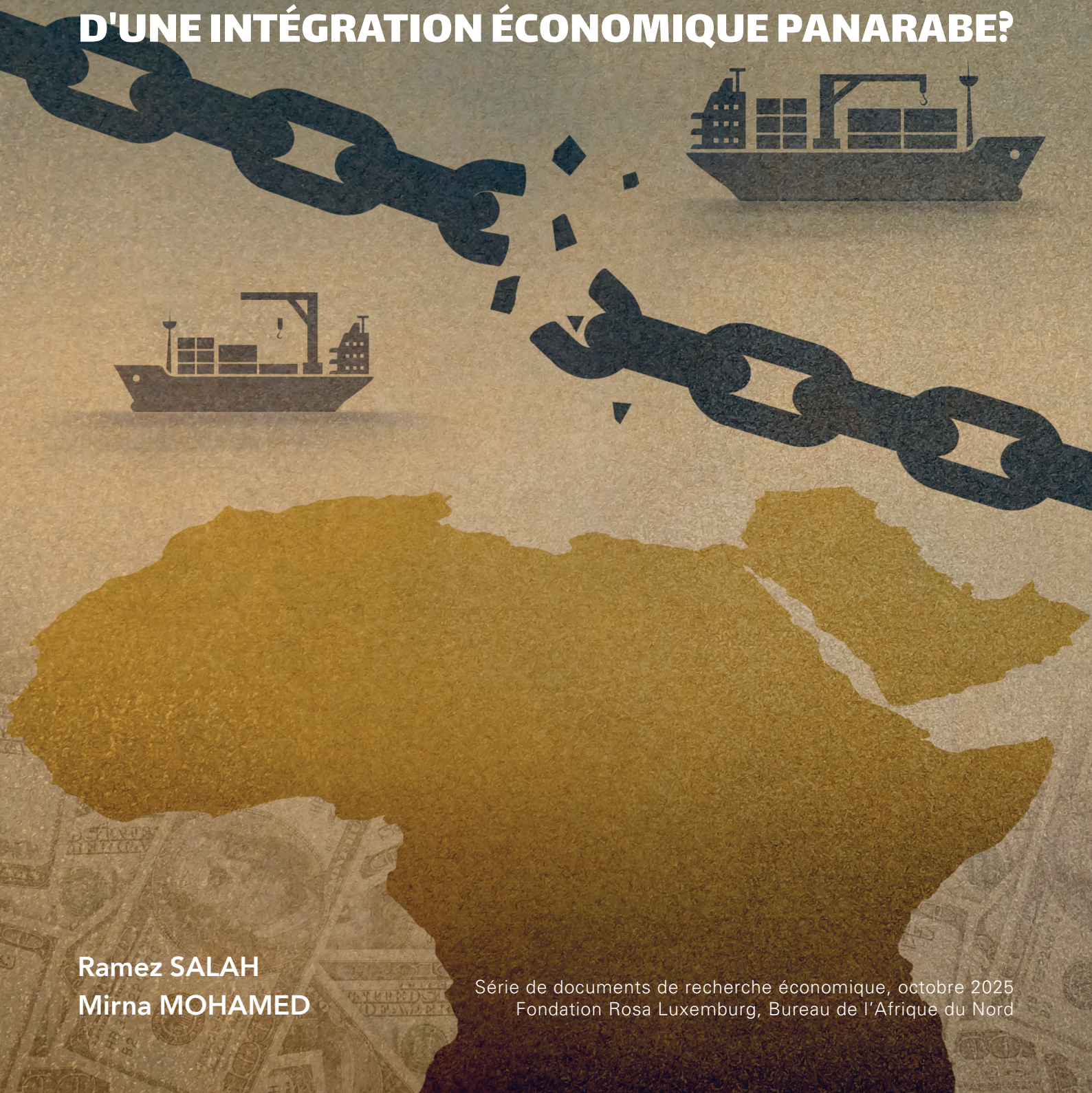


LES DROITS DE DOUANE AMÉRICAINS : SERONT-ILS LES CATALYSEURS D'UNE INTÉGRATION ÉCONOMIQUE PANARABE?



Ramez SALAH
Mirna MOHAMED

Série de documents de recherche économique, octobre 2025
Fondation Rosa Luxemburg, Bureau de l'Afrique du Nord

Article de :

Ramez SALAH

chercheur en sciences politiques.

Mirna MOHAMED

chercheuse en sciences politiques.

Traduction, Design et Graphique : Roots Prod



**ROSA
LUXEMBURG
STIFTUNG**

BUREAU AFRIQUE DU NORD

Cette publication est soutenue par des fonds de la Rosa Luxemburg Stiftung, Bureau de l'Afrique du Nord.

Le contenu de cette publication ne reflète pas nécessairement la position de la Fondation Rosa Luxemburg.

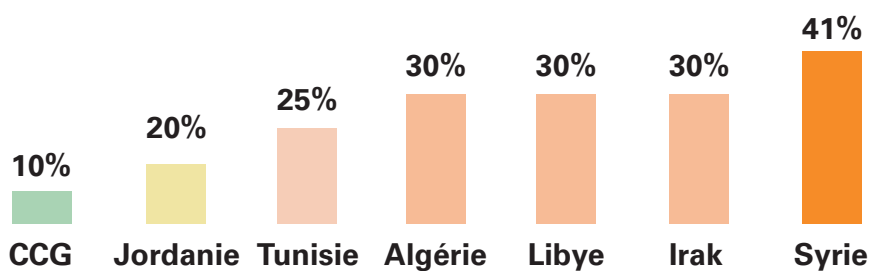
LES DROITS DE DOUANE AMÉRICAINS : SERONT-ILS LES CATALYSEURS D'UNE INTÉGRATION ÉCONOMIQUE PANARABE?

Au beau milieu des changements accélérés que subit le système économique mondial en 2025, la décision prise par l'administration américaine, sous le second mandat du président Donald Trump, d'imposer des droits de douane abusifs sur les importations chinoises témoigne crûment qu'une logique de brutalité est à l'œuvre dans la politique commerciale américaine sous Trump. Ces droits de douane ont atteint 145 %, une mesure faisant plus qu'une simple manœuvre économique et correspondant à une escalade délibérée dans une guerre commerciale dont les effets se répercutent non seulement sur les parties directement concernées, mais aussi sur toutes les sphères de l'économie mondiale. En réaction, la Chine a appliqué des droits de douane de 125 % sur les produits américains, instaurant ainsi de grande incertitude et remaniant en profondeur l'équilibre des échanges, des coûts et de la logistique mondiale. Il importe de noter les répercussions imbriquées de ces tensions sur la scène internationale: La présidente de la Banque centrale européenne, Christine Lagarde, a prévenu pour sa part que ces politiques risquaient de provoquer un effet désinflationniste au sein de l'Union européenne, à mesure que la Chine réorientait ses exportations du marché américain vers le marché européen, entraînant un afflux de marchandises à bas prix susceptibles de concurrencer les produits locaux et de brouiller les politiques monétaires appliquées en Europe¹.

Dans le monde arabe, la situation est nettement plus problématique. Les droits de douane américains sont inégalement appliqués aux pays de la région, révélant des disparités flagrantes qui accentuent la fragilité structurelle de ces pays, menaçant ainsi leur intégration à l'économie mondiale. Ainsi, si les pays membres du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) subissent des droits de douane de 10 %, ceux d'autres pays arabes sont écrasés par des charges douanières colossales: la Syrie est soumise à 41%, l'Irak à 30%, la Libye à 30%, l'Algérie à 30%, la Tunisie à 25% et la Jordanie à 20%². Cette disparité ne tient pas seulement aux chiffres, mais reflète une réalité économique fracturée qui exige des décideurs arabes d'examiner sérieusement la situation.

¹Sky News Arabia. (2025). « Les droits de douane pourraient avoir un effet désinflationniste sur l'Europe. » <http://bit.ly/4n-IL91a>

²https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/2025/07/further-modifying-the-reciprocal-tariff-rates/?utm_source=chatgpt.com



Les tarifs douaniers américains sur les pays arabes

Il y a des générations que la question de l'intégration économique panarabe, située au cœur de la géopolitique du monde arabe, n'a pas été résolue. En dépit des immenses potentialités de la région en termes de ressources humaines et naturelles et de sa position stratégique, aucun modèle économique régional intégré comparable à d'autres expériences - telles que celle de l'Union européenne - ne s'est encore concrétisé. Les tentatives n'ont pourtant pas manqué, comme en témoignent des décisions telles que la résolution n°17 adoptée par le Conseil de l'Unité Économique arabe en 1964, laquelle instaurait les «Quatre libertés»: la liberté de circulation des personnes et des capitaux, de résidence et de travail, ainsi que d'échange de biens et de transit. Or, ces principes sont pour la plupart restés lettre morte. Pour quelles raisons cette vision n'a-t-elle pas trouvé à se concrétiser? Est-ce pour des raisons politiques, faute de volonté ou en raison de l'absence d'une structure institutionnelle? Comment se fait-il que les décennies passées n'aient pas abouti à un projet panarabe apte à faire face aux fluctuations mondiales et à la concurrence sur la scène économique internationale?

À une époque où les politiques internationales tendent vers davantage d'isolationnisme et de discrimination, il est redevenu impératif de se poser cette question, moins comme un luxe intellectuel que comme un impératif stratégique de reformuler les relations Nord-Sud. Des moments de crise pourraient en effet présenter des opportunités uniques, notamment celle de construire un système économique panarabe restaurant l'idée d'interdépendance et posant les bases d'une résilience durable.

Saisirons-nous cette opportunité dans le monde arabe? Ou bien cette question sera-t-elle abandonnée à nouveau, cette fois-ci en suspens, prête à être reprise non pas comme une réflexion individuelle, mais comme un projet générationnel ?

Pour que cette question soit traitée, il serait opportun que des outils d'analyse plus pragmatiques soient adoptés et que les rhétoriques enthousiastes soient dépassées. Dans cette optique, le néo-fonctionnalisme se profile en tant que cadre théorique qui, sans apporter de réponses définitives, permet de réfléchir aux possibilités d'intégration panarabe. Cette théorie, à la fois simple et complexe, suggère que l'intégration ne démarre pas au sommet de la hiérarchie politique, mais à partir de bases communes, à savoir les usines, les ports, les marchés et les chaînes de production qui se côtoient

sans fanfare³. C'est là, dans ces espaces économiques quotidiens, que de délicates relations se tissent, incitant les parties – parfois inconsciemment – à davantage de coopération et d'interdépendance. On parle alors de «débordement fonctionnel», une métaphore du lent mouvement qui transfère l'intégration d'un secteur à un autre, d'un produit de base à la politique.

Ernst B. Haas et Philippe C. Schmitter ont étudié ce mode d'accumulation, dans lequel l'État n'est pas seul maître à bord, mais est épaulé par d'autres acteurs tels que les entreprises, les institutions et les individus qui façonnent l'économie ainsi que la politique, sans se prévaloir d'un rôle héroïque. À cet égard, les mesures protectionnistes américaines actuellement en vigueur ne sont pas forcément une menace imminente, mais plutôt une forme de pression extérieure poussant à se restructurer, à se recentrer sur soi-même et à construire des ponts plutôt qu'à brandir des slogans. C'est une opportunité, non pas de salut, mais de lancement paisible et réaliste d'un projet longtemps resté dans les limbes. Ce projet revient aux fondamentaux, aux institutions et aux petits gestes quotidiens qui, à terme, peuvent accomplir ce que les slogans ne parviennent pas à réaliser.

Les dimensions de l'opportunité potentielle: pour une approche panarabe de l'intégration à l'aune des développements du commerce international

Si les changements abrupts découlant des récentes politiques douanières américaines posent un défi aux pays arabes, ils révèlent également une précieuse opportunité à saisir, sous réserve d'une bonne exploitation. Ce contexte met en évidence trois dimensions stratégiques qui requièrent réflexion et action.

Premièrement: La réorientation des flux commerciaux

Pour certains pays arabes, particulièrement ceux grevés par des droits de douane excessifs comme la Syrie, l'Irak, la Libye, l'Algérie, la Tunisie et la Jordanie, les marchés américains sont désormais inaccessibles. Face à ce marasme, le besoin – et non plus uniquement l'option – de réorienter ces flux commerciaux vers les pays arabes voisins s'impose. La relance du commerce intra-arabe ne relève plus seulement d'une exigence de développement, mais d'une impérieuse nécessité dictée par les nouveaux rapports de force économiques. Bien que le commerce intra-arabe ne représente encore qu'une part infime du commerce arabe total, la disparité des taux de droits de douane offre la possibilité de mettre en place des réseaux d'intégration efficaces. Ainsi, les pays à faibles droits de douane, tels que les pays du CCG, le Liban, l'Égypte et le Maroc, sont en mesure de servir de centres de fabrication et d'assemblage pour les marchandises et les composants en provenance de pays aux droits de douane plus onéreux. Cette nouvelle configuration marquerait l'avènement de chaînes de valeur régionales coopératives permettant d'intégrer les ressources et les compétences tout en répondant aux exigences d'adaptation au nouveau système commercial international dans lequel tout est désormais fabriqué en Chine, plus précisément en Asie.

³Schmitter, P. C. (1969). Three Neo-Functional Hypotheses about International Integration (Trois hypothèses néofonctionnelles sur l'intégration internationale). *International Organization*, 23(1), 161–166. <http://www.jstor.org/stable/2705772>

Deuxièmement: La reconfiguration des procédures d'investissement pour servir les flux commerciaux interarabes et l'intégration industrielle

Le moment est opportun de muer la bureaucratie, la transformant ainsi d'un fardeau en un atout précieux, d'un obstacle incommode en un véritable canal de facilitation. Pour autant, la simplification des procédures d'investissement ne doit pas se résumer à un discours préconisant une ouverture libérale absolue, prônée le plus souvent par les institutions financières internationales, où l'on accueille les capitaux sans considération aucune pour la dimension productive. Bien au contraire, il convient de reformuler ces procédures au profit des flux intra-arabes et de les aiguiller vers des projets à vocation intégrative, notamment les chaînes de valeur industrielles communes, les initiatives agro-industrielles et les projets transfrontaliers dans le domaine des énergies renouvelables. Accélérer les autorisations, harmoniser les exigences en matière de documentation et concevoir des plateformes numériques unifiées sont autant d'outils pratiques au service d'un objectif stratégique: construire une base productive commune consolidant l'indépendance des décisions économiques arabes et débouchant sur davantage d'emplois, de meilleurs services et des perspectives de développement plus vastes pour les citoyen.ne.s arabes.

Troisièmement: Le développement des projets industriels communs

Cette troisième dimension revêt une importance particulière et est intimement associée à la construction d'une base productive panarabe. Dans le contexte actuel, une opportunité stratégique réside dans la création de projets industriels arabes communs. Ces projets doivent être créés en particulier dans les secteurs directement affectés par les mutations du commerce international. Ils doivent aussi l'être dans les secteurs où la région dispose d'un avantage comparatif inexploité. Dans un scénario idéal, les ressources financières dont dispose le CCG s'associeraient aux capacités industrielles et humaines de l'Égypte, du Maroc et de la Tunisie, ainsi qu'à la main-d'œuvre qualifiée de la Syrie, de la Jordanie et du Liban, et serviraient à créer des industries compétitives de nature intégrée. Au nombre de ces industries figurent les énergies renouvelables, l'industrie pharmaceutique, l'agroalimentaire et l'industrie de pointe. Ces différents secteurs ont le potentiel de desservir les marchés régionaux, et même, à long terme, de conquérir des marchés plus étendus.

Défis de la réalité et les déterminants de la réalisation: une analyse des obstacles et des potentialités

Les récentes évolutions mondiales ont certes été porteuses d'opportunités, mais une analyse objective de la situation impose également de se pencher attentivement sur les défis existants et les déterminants qui entravent notre progression et plafonnent ainsi nos possibilités d'action si aucune mesure radicale n'est prise.

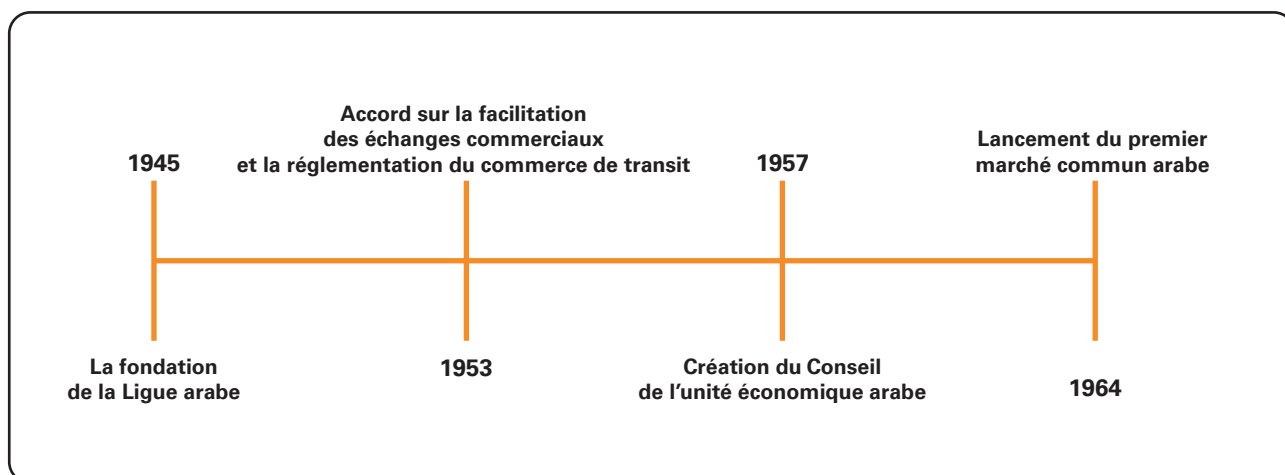
Primo: Les véritables répercussions économiques des droits de douane américains

Les répercussions des droits de douane américains ne se cantonnent pas au secteur commercial stricto sensu, mais se répercutent sur l'ensemble des économies de la région, particulièrement dans les secteurs non-pétroliers qui sont tributaires des réseaux d'importation et d'exportation, tels que l'électronique, l'automobile, les matériaux de construction et les biens de consommation. Ceux-ci sont désormais exposés à des pressions cumulées, allant de la hausse des coûts à la complexification des chaînes d'approvisionnement mondiales. La conjoncture est d'autant plus alarmante dans les pays dont la devise est indexée sur le dollar américain, à l'image de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis, où la hausse des taux d'intérêt par la Réserve fédérale américaine - en vue de juguler l'inflation due en partie aux turbulences commerciales - provoque une érosion de la compétitivité des exportations et une contraction des excédents commerciaux. Qui plus est, les tensions dans les couloirs maritimes, artères vitales des exportations pétrolières et non-pétrolières arabes, induisent une hausse des coûts de transport et accentuent les risques commerciaux, ce qui se répercute concrètement sur la performance des marchés financiers des pays arabes.

Secundo: la situation actuelle de l'intégration économique panarabe

Les tentatives de parvenir à l'unité économique panarabe ont culminé avec la création de la Ligue des États Arabes en 1945, fruit d'une prise de conscience initiale, quoique essentiellement conceptuelle, de l'importance de l'unité économique pour acquérir une force collective sur la scène internationale. Les années 1950 ont vu la signature d'un certain nombre d'accords prometteurs destinés à renforcer la coopération commerciale et à faciliter les échanges économiques, notamment l'Accord visant à faciliter les échanges commerciaux et à réglementer le commerce de transit en 1953, la création du Conseil de l'Unité Économique Arabe (CUEA) en 1957⁴, puis le lancement du premier Marché Commun Arabe en 1964, associant l'Égypte, la Jordanie, la Syrie et l'Irak. Ces tentatives, quoique nobles et stratégiquement pertinentes, n'ont toutefois pas abouti aux résultats escomptés. Pour la plupart, ces initiatives sont demeurées purement théoriques ou ont essuyé un échec cuisant lorsqu'elles se sont heurtées à des obstacles structurels, à des politiques nationales divergentes et à des barrières douanières et procédurales considérables. Ces échecs ont témoigné de l'absence d'une volonté politique soutenue et d'un mécanisme institutionnel performant, outils indispensables à l'avancement du projet au-delà des belles paroles et des assemblées périodiques ne débouchant sur aucune décision contraignante et applicable.

⁴Kück, G. (1983). The Arab Economic Unity Agreement: Objects and Reality (L'Accord d'unité économique arabe : objets et réalité). In G. Barthel & L. Rathmann (Ed.), The Arab World and Asia between Development and Change: Dedicated to the XXXIst International Congress of Human Sciences in Asia and North Africa (Le monde arabe et l'Asie entre développement et changement : dédié au XXXIe Congrès international des sciences humaines en Asie et en Afrique du Nord), pp. 205-212. Berlin, Boston : De Gruyter. <https://doi.org/10.1515/9783112619681-018>



Dans le cadre d'efforts réitérés, quoique sporadiques, pour vaincre ces défis, les dirigeants de 22 pays arabes se sont réunis en 2009 à Koweït à l'occasion du premier sommet arabe consacré aux questions économiques, sociales et de développement, sur fond de crise financière mondiale et de guerre à Gaza. La nécessité de l'intégration est soumise à la volatilité des conditions régionales et internationales qui s'imposent, comme cela est souligné. Intitulé « Solidarité avec le peuple palestinien à Gaza », le sommet a abouti à plusieurs décisions en faveur de la stabilité et du développement, dont la plus importante est la création d'un fonds de développement commun doté d'un capital de 2 milliards de dollars destiné à soutenir les projets de développement arabes, en vue de promouvoir le développement économique et de raffermir les liens de coopération régionale⁵. La « Déclaration de Koweït » a rappelé l'importance d'améliorer le niveau de vie dans les pays arabes et de privilégier les investissements arabes conjoints, tout en invitant à associer le secteur privé et la société civile au processus de développement économique et social, à encourager les investissements intra-arabes et à faciliter la circulation des capitaux⁶.

La question de l'intégration économique panarabe revêt une importance stratégique primordiale. Elle n'est pas un luxe ou un choix, mais une nécessité inévitable. En effet, son rôle est crucial pour la stabilité politique et sociale. C'est le socle du développement durable et de la résilience face aux crises. Unifier ces marchés augmenterait leur masse critique, créant des opportunités d'investissement substantielles et relançant la croissance. C'est le moyen le plus sûr d'endiguer le chômage et la pauvreté qui sont le terreau de l'instabilité et des perturbations sociales et politiques. Ceci permet en retour d'alléger les tensions sociales et politiques et de renforcer les communautés. À ce propos, les études sur le développement indiquent que le développement du commerce interrégional et la numérisation des procédures douanières améliorent la transparence et réduisent les inégalités de revenus, créant ainsi un environnement propice à la paix et à la stabilité dans la région⁷. Cette approche est en phase avec certaines

⁵Journal Al-Jarida (2019). «Le Sommet économique du Koweït 2009... la première initiative humanitaire globale du Koweït visant à améliorer les conditions de vie des citoyens arabes.» <http://bit.ly/47QimgC>

⁶Ibid.

⁷Muto, A., & Rihane, A.-M. (2019). "Arab economic integration for growth, peace and stability." (« L'intégration économique panarabe au service de la croissance, de la paix et de la stabilité »). Programme des Nations Unies pour le développement.

<https://www.undp.org/arab-states/blog/arab-economic-integration-growth-peace-and-stability>

théories économiques et politiques qui estiment que des niveaux élevés d'interdépendance économique limitent les risques de conflit et améliorent les possibilités de coopération interétatique. Les modèles de politique comparée, mis en évidence par Seymour Martin Lipset, font également état d'une relation positive entre la croissance économique et la stabilité des institutions, dans la mesure où la prospérité économique et une classe moyenne en expansion rendent les sociétés plus résistantes aux perturbations internes, les bénéficiaires de la stabilité économique ayant tendance à soutenir le système politique en place qui leur assure cette stabilité⁸.

Pour comprendre les obstacles à l'intégration panarabe, il faut prendre en compte les structures de la dépendance qui pèsent sur la région arabe. Cette dernière est en effet largement tributaire du système financier mondial centré sur le dollar américain et de la place prépondérante du pétrole dans l'économie capitaliste mondiale. Ainsi que le souligne Ali Kadri dans son ouvrage «Le Développement arabe dénié», le développement a été systématiquement «dénié» par les guerres, les pressions extérieures et les politiques néolibérales, l'impérialisme et les structures de classe internes ayant entravé la création d'une base productive arabe indépendante et ayant fait du contrôle des réserves pétrolières un outil clé de l'ingérence étrangère, où l'extraction à court terme est favorisée au détriment du développement national à long terme⁹. Ce contexte structurel, enfermant les pays arabes dans un enchevêtrement de dépendances financières, pétrolières et de classe, justifie fondamentalement les défis auxquels est confrontée l'intégration. Même les positions réservées ou autocentrées adoptées par certains pays arabes riches - sous prétexte que ces dernières pourraient affecter leurs revenus et compromettre leur capacité à améliorer le niveau de vie de leurs populations - ne sont en réalité qu'une conséquence logique des contraintes impérialistes et néolibérales. Ces freins structurels rendent toute coopération régionale significative contingente au démantèlement préalable de cette dépendance. Cette démarche est une condition préalable à tout dépassement des visions nationales étriquées. En effet, l'intérêt panarabe global, garant des intérêts domestiques à long terme, requiert au préalable la rupture de la dépendance et la délivrance de la domination impérialiste.

De surcroît, la promotion de l'intégration économique panarabe ne répond pas exclusivement à une nécessité interne, sociale et politique urgente et incontournable en matière de développement. Elle sert en outre d'instrument politique et de levier de négociation importants vis-à-vis des initiatives régionales alternatives tentant de remodeler l'ordre régional au détriment du cadre arabe commun, fragilisant ainsi la solidarité arabe et entretenant la fragmentation de la région et sa dépendance envers des agendas extérieurs tels que le projet «Nouveau Moyen-Orient» actuellement remis au goût du jour.

⁸Iqbal, Z. (2012). "The economic determinants of Arab democratization." (« Les déterminants économiques de la démocratisation arabe »), Middle East Institute.
<https://www.mei.edu/publications/economic-determinants-arab-democratization>

⁹Kadri, A. (2015). "Arab development denied: Dynamics of accumulation by wars of encroachment." («Le développement arabe dénié : dynamique d'accumulation par les guerres d'empiètement»). Anthem Press.

En dépit des innombrables conférences et sommets, les réalisations arabes concrètes en matière d'intégration économique demeurent nettement inférieures au potentiel existant et aux besoins pressants, ainsi qu'en témoignent les efforts passés. Plus d'un quart de siècle après le lancement de l'accord de la Grande zone arabe de libre-échange (GZALE) en 1997, et en dépit du succès relatif et mitigé de celui-ci dans la diminution de certaines barrières douanières conventionnelles, on ne parvient guère à concrétiser un objectif plus global, à savoir la création d'une union douanière arabe performante. Le modèle le plus avancé de la région, soit le Conseil de coopération du Golfe (CCG), se heurte encore à des défis structurels considérables dus aux disparités des niveaux de développement, aux conflits d'intérêts économiques nationaux, aux divergences politiques et législatives et, finalement, aux rivalités régionales. Ces obstacles nuisent aux efforts entrepris pour instaurer un véritable marché arabe commun allant au-delà du simple échange de marchandises. Bien que des signes prometteurs aient été discernés - à l'instar de ceux mentionnés dans le rapport sur le climat d'investissement dans les pays arabes pour l'année 2024, qui a recensé 305 projets arabes communs avec des investissements avoisinant les 66,3 milliards de dollars en 2023, ces chiffres, quoique pertinents dans leur contexte, mettent en exergue une croissance en berne, entravée par des obstacles bureaucratiques et réglementaires récurrents ; une infime fraction dans l'immensité des besoins et des potentialités.

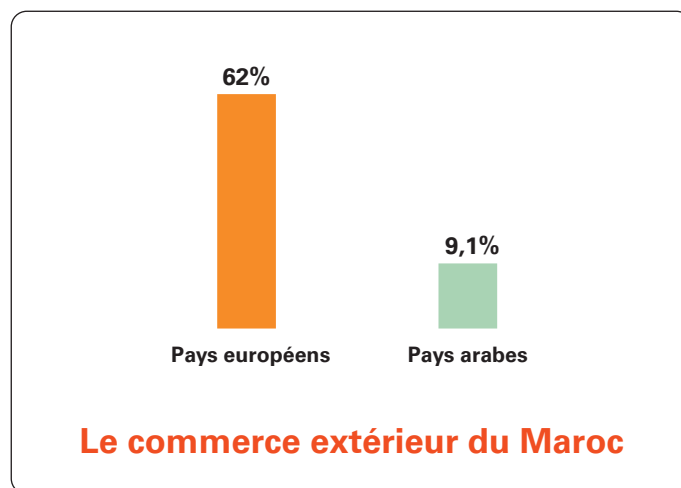
Tertio: Les législations sur l'investissement et la subordination aux accords externes en tant qu'obstacles à l'intégration économique

On ne saurait aborder les complexités législatives et bureaucratiques des systèmes d'investissement arabes séparément du faisceau d'accords commerciaux et d'investissement que les pays arabes ont conclus avec des puissances internationales. Ces accords font fréquemment obstacle à la coopération bilatérale ou multilatérale entre pays arabes. Ainsi, les accords d'association conclus depuis les années 1990 entre les pays du Maghreb arabe et l'Union européenne - notamment l'Accord d'association UE-Algérie en 2005, l'Accord d'association UE-Tunisie en 1998 et l'Accord d'association UE-Maroc en 2000, ainsi que les accords similaires conclus avec les États-Unis et le Canada - établissent des engagements qui limitent la capacité de ces pays à accorder un traitement préférentiel à leurs partenaires arabes, et suscitent également un conflit de priorités commerciales¹⁰. Paradoxalement, le commerce extérieur du Maroc, pour ne citer que cet exemple, demeure fortement associé à l'Union européenne, étant donné que ses partenaires européens ont représenté environ 62 % du total des échanges commerciaux du pays en 2024¹¹. En revanche, les importations du Maroc en provenance des pays arabes n'ont pas dépassé 9,1 % du total de ses importa-

¹⁰Dadush, U., & Myachenkova, Y. (2018). Assessing the European Union's North Africa trade agreements (Évaluation des accords commerciaux de l'Union européenne avec les pays d'Afrique du Nord). Bruegel Policy Contribution, 22. https://www.bruegel.org/sites/default/files/wvp_attachments/PC-22_2018.pdf

¹¹Kasraoui, S. (2025). "Europe leads Morocco's trade despite slight drop in 2024." («L'Europe domine les échanges commerciaux du Maroc malgré une légère baisse en 2024»). Morocco World News. <https://www.moroccoworldnews.com/2025/07/233364/europe-leads-moroccos-trade-despite-slight-drop-in-2024>

tions en 2023¹². Ce constat démontre la pérennité de ces accords, qui renforcent la dépendance vis-à-vis des marchés européens aux dépens du Marché commun arabe.



Quarto: Les facteurs déterminants de la réalisation

Il est évident que la volonté politique est la clé de l'intégration économique panarabe. En effet, les paroles prononcées et les plans élaborés sont vains si les dirigeants arabes n'y mettent pas une volonté résolue. Néanmoins, l'histoire nous enseigne que la bonne volonté est insuffisante; elle doit être épaulée par une structure institutionnelle capable de la transformer en actes concrets. Il ne suffit pas de souhaiter l'intégration, il faut en faire un objectif institutionnel étayé par un système d'organismes arabes agissant promptement et avec fluidité, à l'image de la démarche de l'Union européenne inspirée par la vision de Robert Schuman. Ce dernier a lancé le rêve de l'intégration européenne en partant d'une idée simple mais capitale: la coopération dans des secteurs clés, en l'occurrence le charbon et l'acier. Ce fut la première étape de la création de relations économiques interdépendantes. Des relations qui n'étaient pas purement commerciales, mais profondément ancrées, de sorte que les pays se percevaient mutuellement moins comme des menaces que comme des opportunités.

Il nous faut faire acte d'humilité au début, et veiller à instaurer soigneusement un climat de confiance. Les promesses alléchantes proférées en paroles pourraient se concrétiser si nous partions de l'idée d'initiatives économiques communes élémentaires, susceptibles de favoriser l'établissement de relations économiques fructueuses et stables entre les pays arabes, plutôt que de nous livrer à des guerres verbales. Le Fonds monétaire arabe (FMA) en est une illustration manifeste et concrète; il accorde en effet des facilités de crédit à court et moyen terme aux États membres en vue de les aider à réduire leur déficit de la balance des paiements, et promeut le commerce

¹²Trading Economics. (s.d.). "Morocco merchandise imports from economies in the Arab World- % of total merchandise imports (Importations de marchandises du Maroc en provenance des pays du monde arabe- en pourcentage des importations totales) – Données de la Banque mondiale." <https://tradingeconomics.com/morocco/merchandise-imports-from-economies-in-the-arab-world-percent-of-total-merchandise-imports-wb-data.html>

intra-arabe ainsi que la circulation des capitaux entre les pays arabes. Entre 1978, date de sa création, et fin 2019, le Fonds a octroyé quelque 184 prêts pour un montant total de 2,4 milliards de dinars comptables arabes (environ 10 milliards de dollars¹³), un chiffre apparemment modeste comparé à la taille des plus grandes économies arabes, dont le PIB dépasse les 3000 milliards de dollars.

Le Conseil de coopération du Golfe (CCG) est un autre exemple. D'une zone de libre-échange, il est passé à une union douanière, pour ensuite lancer le Marché commun du Golfe en 2008. Cette évolution a libéré davantage la circulation des biens, des services et des capitaux entre ses États membres. L'existence d'une infrastructure pour l'intégration est attestée par toutes ces institutions. Mais pour inclure l'ensemble de la région arabe, au lieu d'une aire géographique limitée, cette infrastructure devra être mise à niveau et renforcée.

Par ailleurs, le rôle du secteur privé est incontournable dans le contexte de la souveraineté économique, étant donné qu'il pourrait se révéler un partenaire compétent dans la promotion de l'intégration économique panarabe. Ce rôle ne doit pas se borner à tirer parti des facilités, mais il devrait inclure une participation active à la conception et à la mise en œuvre de projets servant l'intégration. Parallèlement, le secteur public continue à diriger les secteurs stratégiques et les grands projets requérant une vision à long terme et des financements massifs au-delà des capacités du secteur privé. La quête d'un rééquilibrage des relations entre les deux secteurs, garantissant la primauté de l'intérêt national et panarabe, s'impose comme une composante indispensable de toute authentique stratégie d'intégration.

Aucun progrès ne se fait du jour au lendemain, comme l'a prouvé Robert Schuman. Il est impératif de procéder par paliers à l'édification d'une nouvelle réalité, en s'affranchissant des remparts hérités pour aboutir à des réalisations incontestables.

En somme, les tarifs américains et la réalité précaire et complexe qu'ils mettent en lumière offrent une véritable opportunité historique pour l'intégration économique panarabe. Toutefois, leur portée ne se limite pas à une simple ouverture sur un monde extérieur incertain, mais ils invitent également avec insistance à une métamorphose fondamentale de nos modes de pensée et de la gestion de nos affaires économiques. Les défis commerciaux et les restrictions imposées de l'extérieur peuvent être convertis en véritables opportunités. Le redéploiement des économies arabes vers la coopération mutuelle, le renforcement de l'autonomie et le lancement de mécanismes de financement communs peut être envisagé, de même que le développement de projets conjoints dans des secteurs stratégiques susceptibles de servir de fondements à ce nouvel avenir tant convoité. Cela ne devrait pas se résumer à de simples slogans faisant vibrer les sentiments des citoyens arabes mais sans application pratique. Outre les schémas méticuleusement conçus et les allocutions passionnées qui caractérisent toute métamorphose et reconstruction intégrales profondes, il est impératif de faire preuve d'une audace politique inouïe dans l'adoption de résolutions ardues, tout en étant doté d'une aptitude institutionnelle authentique et efficace pour insuffler et

¹³Arab Monetary Fund. (n.d.). "Loan commitments." Arab Monetary Fund. (Fonds monétaire arabe. s.d. « Engagements de prêt ». Fonds monétaire arabe). <https://www.amf.org.ae/en/page/loan-commitments>

soutenir les mutations indispensables, en transcendant les cadres conventionnels rigides. Peu importe si Washington décide de maintenir, de suspendre ou de renégocier les droits de douane pendant 90 jours, les pays arabes devront faire preuve d'autonomie et d'initiative pour servir les intérêts de leurs peuples. Des opportunités d'intégration économique panarabe sont nécessaires pour les pays arabes en proie à des crises économiques sévères. On peut citer le Soudan, le Liban, le Yémen et la Syrie parmi ces pays. Ces pays feraient bien de ne pas espérer un sauvetage de l'étranger. L'opportunité offerte par les politiques de Trump sera-t-elle saisie par les pays arabes?

Références

- Arab Monetary Fund. (n.d.). "Loan commitments." Arab Monetary Fund. (Fonds monétaire arabe. s.d. « Engagements de prêt ». Fonds monétaire arabe). <https://www.amf.org.ae/en/page/loan-commitments>
- Dadush, U., & Myachenkova, Y. (2018). Assessing the European Union's North Africa trade agreements (Évaluation des accords commerciaux de l'Union européenne avec les pays d'Afrique du Nord). Bruegel Policy Contribution, 22. https://www.bruegel.org/sites/default/files/wp_attachments/PC-22_2018.pdf
- Iqbal, Z. (2012). "The economic determinants of Arab democratization." (« Les déterminants économiques de la démocratisation arabe »), Middle East Institute.
- Kadri, A. (2015). "Arab development denied: Dynamics of accumulation by wars of encroachment." (« Le développement arabe dénié : dynamique d'accumulation par les guerres d'empiètement »).
- Kasraoui, S. (2025). "Europe leads Morocco's trade despite slight drop in 2024." (« L'Europe domine les échanges commerciaux du Maroc malgré une légère baisse en 2024 »). Morocco World News. <https://www.moroccoworldnews.com/2025/07/233364/europe-leads-moroccos-trade-despite-slight-drop-in-2024>
- Kück, G. (1983). The Arab Economic Unity Agreement: Objects and Reality (L'Accord d'unité économique arabe : objets et réalité). In G. Barthel & L. Rathmann (Ed.), The Arab World and Asia between Development and Change: Dedicated to the XXXIst International Congress of Human Sciences in Asia and North Africa (Le monde arabe et l'Asie entre développement et changement : dédié au XXXIe Congrès international des sciences humaines en Asie et en Afrique du Nord), pp. 205-212. Berlin, Boston : De Gruyter. <https://doi.org/10.1515/9783112619681-018>
- Muto, A., & Rihane, A.-M. (2019). "Arab economic integration for growth, peace and stability." (« L'intégration économique panarabe au service de la croissance, de la paix et de la stabilité »). Programme des Nations Unies pour le développement. <https://www.undp.org/arab-states/blog/arab-economic-integration-growth-peace-and-stability>
- Schmitter, P. C. (1969). Three Neo-Functional Hypotheses about International Integration (Trois hypothèses néofonctionnelles sur l'intégration internationale). International Organization, 23(1), 161–166. <http://www.jstor.org/stable/2705772>
- Trading Economics. (s.d.). "Morocco merchandise imports from economies in the Arab World- % of total merchandise imports (Importations de marchandises du Maroc en provenance des pays du monde arabe- en pourcentage des importations totales) – Données de la Banque mondiale." <https://tradingeconomics.com/morocco/merchandise-imports-from-economies-in-the-arab-world-percent-of-total-merchandise-imports-wb-data.html>
- Journal Al-Jarida (2019). « Le Sommet économique du Koweït 2009... la première initiative humanitaire globale du Koweït visant à améliorer les conditions de vie des citoyens arabes. » <http://bit.ly/47QimgC>
- صحيفة الجريدة (2019) قمة الكويت الاقتصادية 2009.. أول مبادرة إنسانية كويتية شاملة للارتقاء بمعيشة المواطن العربي
- Sky News Arabia. (2025). « Les droits de douane pourraient avoir un effet désinflationniste sur l'Europe. » <http://bit.ly/4nIL91a>
- سكاي نيوز عربية. (2025) الرسوم الجمركية قد يكون لها تأثير انكماش على أوروبا
- La Société arabe de garantie des investissements et du crédit à l'exportation (Dhaman). (2024). « Climat d'investissement dans les pays arabes 2024 » [Rapport annuel]. <https://www.dhaman.org/climate-reports/ar/pdf/Climate%20A%202024.pdf>

المؤسسة العربية لضمان الاستثمار وائتمان الصادرات. (2024). "مناخ الاستثمار في الدول العربية 2024" - تقرير سنوي



**ROSA
LUXEMBURG
STIFTUNG**

BUREAU AFRIQUE DU NORD

